

Leclercq,  
n° 161, mai-juin 2009

## •• Portrait d'auteur :

Pascal Durand, le pouvoir des mots,  
les mots du pouvoir...

par Jean SLOOVER   
journaliste

Le théoricien politique Antonio Gramsci, mort dans les geôles du fascisme, l'avait bien compris : l'issue de la lutte politique se dénoue moins autour du pouvoir matériel que de l'hégémonie culturelle, vecteur décisif de la domination.

**L**e combat contre l'autorité est donc lutte de chaque instant contre la morale dominante. Si les pensées dont cette morale est faite se répandent auprès du grand nombre, mettre les maîtres à mal devient vite une entreprise désespérée : ce n'est plus de la capacité d'agir des corps constitués dont il faut alors seulement s'emparer, mais tout un univers mental qu'il s'impose de déconstruire. La politique, donc, est faite d'actes, mais elle est aussi armement rhétorique, art de bien parler dans un certain sens. Le langage, toujours, opprime ou libère...

J. S. : Pascal Durand, tel me semble être le sens de vos recherches. Comment en êtes-vous venu à votre travail spécifique de réflexion sur la littérature et les médias ?

Pa. D. : C'est l'enseignement et les travaux de Jacques Dubois à l'université de Liège qui ont été déterminants. Sa démarche se situait elle-même à l'intersection d'une approche formelle des textes littéraires - il est l'un des fondateurs du groupe  $\mu$ , qui a refondé, à Liège, dans les années 60-70 la rhétorique des tropes et figures - et d'une approche sociologique des institutions constitutives de la littérature comme espace social. Il commentait Mallarmé

autant que Zola, Apollinaire autant que Simenon, Robbe-Grillet autant que le roman policier classique et dans son appareil théorique Bourdieu s'articulait à Althusser, Jakobson à Goldmann, Sartre à Barthes. Comme pour nombre de chercheurs liégeois de ma génération et de celle qui a suivi, cette ouverture, cette articulation du formel et du social ont largement décidé de ma propre orientation intellectuelle. À la sortie de mes études, en 1982, je suis devenu l'assistant de Jacques Dubois. J'ai entrepris alors, après un premier projet sur les avant-gardes du XX<sup>e</sup> siècle, une thèse sur les *Poésies* de Stéphane Mallarmé, sans me douter qu'elle me prendrait une bonne dizaine d'années et que cette œuvre si brève m'occuperait pendant plusieurs décennies.

J. S. : Vous avez notamment, dans la foulée de votre thèse, consacré un essai de 300 pages à son œuvre : *Mallarmé du sens des formes au sens des formalités*, paru au Seuil en 2008. Pourquoi cette fascination pour cet « impressionniste littéraire » qui n'a pas écrit plus de cinquante poèmes, moins que Rimbaud... ?

Pa. D. : Je garde le souvenir très vif d'une leçon au cours de laquelle Jacques Dubois commentait le sonnet en yx, l'un des

plus denses de toute l'œuvre. Cette poésie d'une terrifiante complexité m'a paru d'une grande transparence : dans l'obscur la lumière brillait. L'amusant est que, c'est d'une certaine façon, le sujet même du texte. À partir de là, c'est une véritable fascination qui s'est emparée de moi et l'idée a germé d'apporter sur l'œuvre, non pas un commentaire raffiné de plus, mais une lecture à la fois formaliste et sociologique : comment le social en vient à s'inscrire au cœur des formes mêmes et jusque dans la poésie apparemment la plus fermée aux déterminations extérieures. Ceci nécessitait de lire tout Mallarmé et de lire Mallarmé autrement. De cet effort est sortie une thèse de doctorat soutenue en 1993 sous le titre *Le messager du livre. Genèses de Mallarmé*.

J. S. : C'est à ce moment que vous vous rapprochez de Pierre Bourdieu ?

Pa. D. : Bourdieu a eu connaissance de mon travail par Yves Winkin qui enseignait l'anthropologie de la communication à l'Université de Liège. Ayant encadré la fin de mon travail, Yves Winkin a eu ce geste audacieux et généreux qui lui ressemble bien d'en envoyer un exemplaire au sociologue. Bourdieu a immédiatement demandé à faire partie de mon jury. Il considérait que me livrer à une réflexion sociale sur la construction d'une poésie aussi raffinée que celle de Mallarmé était à la fois courageux et risqué : développer une approche sociologique de cette icône du poète séparé de toute détermination historique et sociale, c'était faire œuvre utile, certes, mais m'exposer en même temps à une réaction de défense de la vieille université semblable à celles dont il avait si souvent douloureusement fait l'objet. Il voulait donc, pour équilibrer les forces, mettre son poids et son prestige dans la balance en étant présent lors de ma soutenance. C'est ce qu'il fit en février 1993. La grande salle académique de l'université a fait le plein. Ce n'était pas grâce à moi...

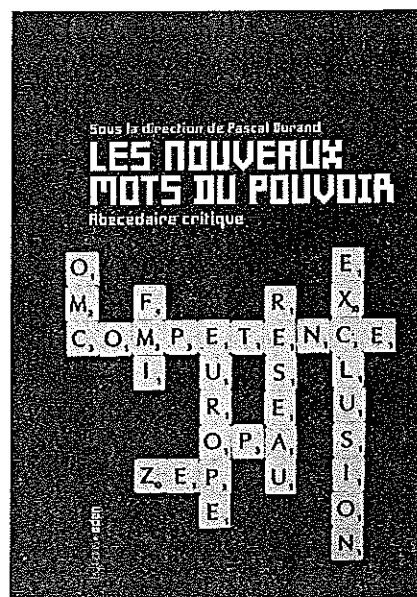
J. S. : Vous êtes ensuite devenu chargé de cours, puis professeur ordinaire au

Département de communication de l'Ulg ?

Pa. D. : Jacques Dubois ayant été l'un de ceux qui ont créé le département des Arts et sciences de la communication au sein de la vieille Faculté de philosophie et lettres, c'est tout naturellement qu'il y dispensait une part de ses enseignements. Devenu son assistant, j'ai donc été d'emblée impliqué dans des cours de romane et dans des cours de communication, essentiellement dans le domaine de l'analyse des institutions culturelles et des discours de presse. Lorsque Jacques Dubois a été admis à la retraite, en 1998, en même temps que Robert Stéphane, je me suis porté candidat à leur succession.

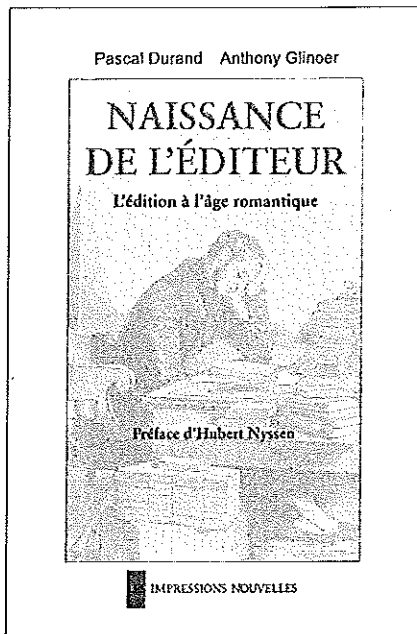
J. S. : Vous vous intéressez à la rhétorique de l'idéologie ? Les nouveaux mots du pouvoir, cet « abécédaire critique » que vous avez dirigé, paraît en 2007 chez Aden : des spécialistes venus de différentes disciplines s'attachent à y voir clair dans l'opacité des mots dont on nous paie...

Pa. D. : Ce vocabulaire, en effet, tend à nous faire accroire que l'économie est un fait de nature, que cet environnement est une nécessité et que nous n'avons dès lors qu'à nous adapter à cette nécessité, alors que l'économie, bien entendu, est une construction sociale, un produit de la société et que les hommes qui l'ont ainsi faite peuvent, sinon la défaire, du moins en changer le cours. Autrement dit, les mots du pouvoir accèdent à l'idée que l'ordre du monde est un système invariant alors que l'histoire atteste qu'il n'en est rien. Ces mots, nous les avons donc étudiés au plus près afin de mettre à plat l'essence du discours ou, plus exactement, de la vulgate qui nous a menés à la crise dramatique



que nous connaissons : ce que l'on appelle le néolibéralisme n'est rien d'autre que l'écran idéologique derrière lequel se sont opérées les dérégulations dont le monde nous montre aujourd'hui les immenses dégâts !

J. S. : Les nouveaux mots du pouvoir est donc un acte politique ?



Pa. D. : Résolument, mais sans affiliation militante. L'ouvrage rassemble des esprits rebelles et si l'on compte beaucoup de ces esprits à gauche, on en compte aussi à droite. L'ouvrage a connu un réel succès de vente malgré le silence que la presse dominante lui a réservé, alors que nous l'avions pourtant conçu aussi comme une boîte à outils pour les journalistes en le publiant à la veille des élections de juin 2007. Ce silence a été de plomb, même au lendemain du Prix du pamphlet 2007

dont l'ouvrage a été honoré à Paris...

J. S. : Est-ce là que s'éclaire le grand écart que vous faites entre Mallarmé et le journalisme au quotidien ?

Pa. D. : Pour moi, la littérature est un oxygène; elle est le lieu d'un travail du langage très profond. Par ailleurs, l'analyse de la presse est le moyen d'éviter un enfermement luxueux dans la seule littérature. Mon activité consiste à court-circuiter en permanence ces deux démarches : lire la presse comme le travail d'un langage décourageant de platitude et lire la littérature comme un travail de représentation du monde. Je tiens à cette claudication permanente, qui permet d'éviter les démarches trop droites, donc trop conformes.

J. S. : Une tradition typiquement liégeoise ?

Pa. D. : Le Liégeois, parfois à tort, souvent à raison, se pense comme un frondeur et, vu de l'extérieur, il est vrai que c'est un râleur permanent. Un rebelle, têtu et obstiné. Cet état d'esprit est très prégnant. À cet égard, Liège vit un peu dans un splendide isolement, tournée vers Paris plutôt que vers Bruxelles, qui nous apparaît au fond très provinciale. Cet isolement est le produit d'une histoire multiséculaire - celle de la Principauté de Liège, indépendante pendant près de dix siècles - et d'une sensibilité qui l'a rapprochée très tôt de la France révolutionnaire. C'est une ville très républicaine, très francophile : l'on n'y fête pas le 21 juillet, mais bien le 14 juillet ! Tout cela est très inscrit dans notre pensée collective et explique aussi, pour une part, le tropisme moderniste pris par les études de lettres et de linguistique à l'université de Liège : dès les années 1960 on s'intéresse très vivement au structuralisme, à la sémiologie, à la sociologie qui connaissent, à Paris, la révolution que l'on sait.

J. S. : Pourtant vous n'êtes pas Liégeois d'origine ?

Pa. D. : Je suis Liégeois d'adoption. Ma famille est originaire d'une région à cheval sur la Famenne et les Ardennes. Mon père est monté à Bruxelles vers 1958, notamment comme ouvrier sur certains des chantiers de l'Exposition universelle. Né à Watermael-Boitsfort en 1960, j'ai vécu mes six premières années à Saint-Josse. C'est de cette époque que date mon expérience du monde urbain : les grandes avenues, les magasins, les galeries d'art, les musées... En 1966, retour dans les Ardennes, où je fais mes études primaires à Grune sous l'excellente férule d'un instituteur auquel je conserve toute mon admiration, puis au Collège d'Alzon à Bure, dont j'ignorais qu'il émanait d'une congrégation, les Assomptionnistes, créée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle pour contrer les progrès de la laïcité... J'ai opté pour Liège pour des raisons de sensibilité politique. Né Bruxellois, j'ai cependant eu un peu de mal, au début, à me faire à cette ville. Mais son ambiance méridionale et son esprit frondeur m'ont

assez vite séduit. La très haute qualité des études de lettres pratiquées place Cockerill a fait le reste...

J. S. : De la censure, Hugo disait qu'elle est « cette chienne au front bas qui suit tous les pouvoirs ». En 2004, vous avez publié *Médias et censure - Figures de l'orthodoxie*. En 2006, paraît *La Censure invisible*, un petit ouvrage largement diffusé où vous vous attachez à déconstruire les structures du sens commun journalistique. L'usage de stéréotypes et de lieux communs dans la communication est-il une forme de censure invisible ?

Pa. D. : *La Censure invisible* ne dénonce pas une puissance occulte qui manipulerait les consciences de façon ordonnée. *La Censure invisible* rappelle que toute prise de parole se situe dans un contexte, que tout discours dépend des contraintes sociales qu'impose ce contexte en termes lexicologiques et que ces contraintes sont dès lors autant de limitations pour parler le monde. L'ouvrage, de même, précise que s'il existe bien historiquement une forme de censure qui interdit de dire certaines choses, il en est une autre, invisible, qui désigne tous les cas où parler d'abondance de certaines choses empêche d'autres choses de se faire connaître ou de s'exprimer. Faire de la télévision de proximité, par exemple, c'est faire obstacle à une compréhension fine du monde...

J. S. : Vous écrivez quelque part : « D'une certaine manière, il y a trop d'opinions qui se font entendre et pas assez de pensée ». Vous vous reconnaissez aussi dans cette phrase du livre *Extension du domaine de la lutte* de Michel Houellebecq : « Le monde a besoin de tout sauf d'information supplémentaire ». Comment se réapproprier démocratiquement l'information ?

Pa. D. : Je plaide pour une prise de conscience de la part des producteurs de biens symboliques, pour un travail réflexif sur leur propre pratique. Rien n'est jamais acquis et se croire libre est la meilleure fa-

çon de ne pas l'être ! C'est là, chez moi, une conviction très profonde ! Les journalistes doivent être d'une vigilance extrême : ce sont eux qui parlent de toutes les autres institutions. À ce titre, ils assument donc une extraordinaire responsabilité. Tout changement de l'espace journalistique, toute soumission additionnelle de cette corporation à des intérêts particuliers exercent aussitôt un impact important sur la citoyenneté. Si la presse est en crise, ce sont en même temps tous les objets dont la presse s'empare qui entrent en crise. « Cliper » l'information, c'est simplifier le monde à outrance; c'est rendre superficiale l'intellection que nous en avons.

J. S. : On tient les intellectuels critiques comme très sévères par rapport à la presse ?

Pa. D. : Cette sévérité est réelle, mais elle est nécessaire. Elle est à l'aune du pouvoir de la presse et de la responsabilité politique de ceux qui la font. Elle est donc aussi un hommage rendu à la presse, d'une tout autre portée que celui que lui rendent les experts en communication qui n'ont en tête qu'une seule idée : l'instrumentaliser au service des institutions ou des entreprises qui les paient... ☺